



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réforme sociales

Question au Gouvernement n° 4187

Texte de la question

RÉFORMES SOCIALES

M. le président. La parole est à M. Aurélien Taché.

M. Aurélien Taché. Monsieur le Premier ministre, depuis 2017, la République serait en marche, mais la démocratie, elle, est sur pause.

M. Fabien Di Filippo. Et c'est un macroniste qui le dit !

M. Pierre Cordier. C'était pourtant un copain à vous avant !

M. Aurélien Taché. Sur pause est la démocratie sociale, avec des syndicats marginalisés. Sur pause est la démocratie locale, avec des élus méprisés et du matériel électoral non distribué. Sur pause est la démocratie environnementale, avec une Convention citoyenne pour le climat humiliée juste après avoir été créée.

Sur pause est aussi la démocratie parlementaire, emportée par une fièvre d'ordonnances et un état d'urgence qui ne va jamais s'arrêter. Sur pause est la démocratie garante de nos libertés : la liberté de manifester est encadrée par les drones et les tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) ; celle de croire ou non est atteinte quand des cultes sont surveillés et des pratiques religieuses stigmatisées ; celle de la recherche est marquée par l'organisation de la traque aux islamogauchistes dans les universités – et ailleurs ; celle d'informer est limitée quand il existe des interdictions de filmer et des journalistes empêchés.

Sur pause, la démocratie, quand le Gouvernement laisse les injustices prospérer : l'injustice sociale, avec les discriminations et les inégalités qui continuent de s'enkyster ; l'injustice économique, avec des salaires à l'arrêt et des impôts qui baissent d'abord pour les fortunés ; l'injustice climatique, avec des renoncements en cascade alors que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ne sait même plus comment nous alerter.

Pour toutes ces raisons et en brouillant les pistes par des stratégies d'alliances opportunistes, voire par le soutien à plusieurs listes à la fois dans certaines régions, la majorité a contribué activement à détourner les Français des urnes et à alimenter un vide de la pensée. Pourtant, comme nous l'a appris Hannah Arendt, « c'est dans le vide de la pensée que s'inscrit le mal », alors que de l'instruction naît la citoyenneté – rappelons-nous Condorcet.

Alors que seulement un Français sur trois est allé voter dimanche, allez-vous vous contenter de vous en remettre à Cyril Hanouna, ainsi que le préconise votre collègue Mme Schiappa, et au vote électronique pour que les Français retournent voter, ou allez-vous enfin à mettre en œuvre la révolution démocratique promise en

2016 ? Monsieur le Premier ministre, qu'est-ce qu'une République en marche et, en même temps, une démocratie sur pause ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI et parmi les députés non inscrits.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement.

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement. À vous écouter, monsieur le député, je me disais que s'il y a une chose qui n'est pas sur pause dans notre pays, c'est la démagogie (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM*) et, dirai-je, une forme d'indignité : compte tenu du contexte actuel, et notamment de la situation à l'Est de l'Europe, oser présenter la France comme une sorte de dictature où les libertés seraient entravées, où les Français ne seraient pas libres d'aller et venir, de manifester et de voter, c'est proprement scandaleux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe Dem.*) C'est même insultant envers les femmes et les hommes qui se battent, notamment à l'Est de l'Europe, pour leurs libertés au quotidien et qui rêveraient de pouvoir vivre comme on le fait en France.

M. Jean-Luc Mélenchon. Oh là là, ça va !

M. Gabriel Attal, secrétaire d'État. Pour le reste, il est vrai que notre pays connaît des difficultés et que nous conduisons une action résolue pour y faire face, notamment en matière d'emploi. Loin d'être sur pause, les réformes se sont poursuivies pendant la crise sanitaire dans le but d'atteindre un objectif : reconstruire notre pays et relancer son économie. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Nous avons encore eu, au cours des derniers jours, des exemples d'investissements directs étrangers qui ont été consentis en France et qui vont y créer des emplois. Que vous le vouliez ou non, le brouillard économique se dissipe, des emplois se recréent dans notre pays, l'activité redémarre. Ce sont autant de Français qui peuvent retrouver une activité et vivre dignement de leur travail. C'est cela qu'attendent nos concitoyens. C'est vers cet objectif que nous sommes tournés, non vers la petite politique. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

Données clés

Auteur : [M. Aurélien Taché](#)

Circonscription : Val-d'Oise (10^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4187

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Porte-parole du Gouvernement

Ministère attributaire : Porte-parole du Gouvernement

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [30 juin 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [30 juin 2021](#)